



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
3 décembre 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Observations finales concernant le troisième rapport périodique du Suriname*

1. Le Comité a examiné le troisième rapport périodique du Suriname (CCPR/C/SUR/3) à ses 3208^e et 3209^e séances (voir CCPR/C/SR.3208 et 3209), les 21 et 22 octobre 2015. À sa 3226^e séance, le 3 novembre 2015, le Comité a adopté les observations ci-après.

A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction la soumission, encore avec cinq ans de retard, du troisième rapport périodique du Suriname et les renseignements qu'il contient. Il apprécie l'occasion qui lui a été donnée de renouer un dialogue constructif avec la délégation sur les mesures prises par l'État partie pendant la période couverte par le rapport pour mettre en œuvre les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Comité remercie l'État partie pour ses réponses écrites (CCPR/C/SUR/Q/3/Add.1) à la liste de points (CCPR/C/SUR/Q/3), qui ont été complétées par les réponses orales et les réponses écrites complémentaires de la délégation.

B. Aspects positifs

3. Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption par l'État partie des mesures suivantes :

- a) La loi relative à la lutte contre la violence intrafamiliale, en juillet 2009 ;
- b) Le plan d'action global relatif à la question du genre 2006-2010 ;
- c) La stratégie nationale de lutte contre la traite des êtres humains, en avril 2014 ;
- d) Le plan général pour 2005-2010 élaboré par le Comité chargé de la politique en faveur des personnes handicapées.

* Adoptées par le Comité à sa 115^e session (19 octobre-6 novembre 2015).



4. Le Comité relève avec satisfaction que l'État partie a ratifié les instruments suivants ou y a adhéré :

a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le 18 mai 2012 ;

b) Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, le 25 mai 2007.

C. Principaux sujets de préoccupation et recommandations

Application du Pacte par les juridictions internes

5. Le Comité prend note des explications de l'État partie au sujet de l'article 106 de la Constitution, qui dispose que les accords internationaux l'emportent sur la législation nationale, mais il regrette que l'État partie n'ait donné aucun exemple concret de cas précis dans lesquels les dispositions du Pacte ont été invoquées ou appliquées par les tribunaux. Le Comité note également avec préoccupation que le projet de loi portant création d'une cour constitutionnelle, prévue par la Constitution et habilitée, entre autres, à vérifier la conformité des lois avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (alinéa a) de l'art. 144 2)), se trouve en souffrance devant l'Assemblée nationale depuis longtemps (art. 2 du Pacte).

6. **L'État partie devrait développer davantage les programmes de formation obligatoire à l'intention des juges, des avocats et des procureurs afin qu'ils connaissent mieux le Pacte et son applicabilité en droit interne, de façon que les dispositions du Pacte soient prises en considération devant les tribunaux nationaux. L'État partie devrait faire figurer dans son prochain rapport périodique des exemples détaillés d'application du Pacte par les tribunaux nationaux. Le Comité engage l'État partie à porter création sans tarder de la cour constitutionnelle prévue dans la Constitution en veillant à la doter des compétences voulues et à garantir son indépendance.**

Constatations du Comité au titre du Protocole facultatif

7. Le Comité se déclare de nouveau préoccupé par l'absence d'une procédure ou d'un dispositif spécifique pour étudier les constatations qu'il adopte au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte. Il prend note des renseignements donnés par l'État partie concernant les communications n° 146/1983 et n°s 148/1983 à 154/1983, *Baboeram-Adhin et consorts c. Suriname*, mais il regrette l'absence de progrès réels dans cette affaire (voir par. 21 et 22 des présentes observations finales) (art. 2).

8. **L'État partie devrait mettre en place une procédure spécifique pour garantir la pleine mise en œuvre des constatations adoptées par le Comité au titre du Protocole facultatif. Le Comité renouvelle sa recommandation précédente et engage instamment l'État partie à donner suite aux constatations adoptées dans l'affaire *Baboeram-Adhin et consorts c. Suriname* (voir CCPR/CO/80/SUR, par. 8).**

Institutions nationales des droits de l'homme

9. Le Comité salue la création, le 30 mars 2015, de l'institut national des droits de l'homme, mais regrette l'absence d'informations au sujet du mandat de l'institution et des ressources dont elle dispose (art. 2).

10. **L'État partie devrait faire le nécessaire pour garantir le bon fonctionnement de l'institut national des droits de l'homme en lui conférant un mandat étendu dans le domaine des droits de l'homme et en le dotant des ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (les Principes de Paris).**

Non-discrimination et égalité hommes-femmes

11. Le Comité note avec intérêt les informations données par l'État partie au sujet de la modification de la loi sur la nationalité et la résidence ainsi que des projets de modification de la loi sur l'identité et de la loi sur le personnel de la fonction publique mais il est toujours préoccupé par le maintien en vigueur de certaines dispositions de la législation qui sont discriminatoires à l'égard des femmes (voir CCPR/C/SUR/3, par. 48 et 49) (art. 2, 3, 23 et 26).

12. **L'État partie devrait accélérer la révision de la loi sur l'identité et de la loi sur le personnel de la fonction publique en vue d'abroger ou de modifier les dispositions qui sont incompatibles avec le Pacte, en particulier celles qui exercent une discrimination à l'égard des femmes. Il devrait prendre les mesures voulues pour renforcer et promouvoir l'égalité, à la lumière de l'observation générale n° 28 (2000) du Comité sur l'égalité des droits entre hommes et femmes.**

Participation des femmes

13. Le Comité constate une augmentation de la représentation des femmes dans la vie politique et dans la vie publique, mais reste préoccupé par le fait que les femmes sont toujours nettement sous-représentées aux postes de décision des cabinets ministériels et des administrations locales, ainsi que dans le secteur privé. Il note que la délégation a reconnu que des préoccupations demeuraient quant au fait que certains emplois étaient dévolus aux hommes et d'autres aux femmes, ce qui pouvait créer des inégalités (art. 3 et 26).

14. **L'État partie devrait intensifier encore ses efforts pour accroître la participation des femmes à la vie politique et à la vie publique, en particulier aux postes de décision, si nécessaire en adoptant des mesures temporaires spéciales. Il devrait prendre des mesures concrètes pour faire disparaître les préjugés et stéréotypes sexistes concernant les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes dans la famille et dans la société.**

Âge minimum du mariage

15. Le Comité constate que pendant la période couverte par le rapport, l'âge minimum du mariage a été porté à 15 ans pour les femmes et à 17 ans pour les hommes et qu'un projet de modification du Code civil, actuellement en lecture à l'Assemblée nationale, propose de fixer l'âge minimum à 18 ans pour les hommes comme pour les femmes. Le Comité souligne de nouveau que l'âge minimum actuel du mariage est trop bas et qu'il constitue une discrimination à l'égard des femmes (art. 3, 23 et 24).

16. **L'État partie devrait éliminer la discrimination à l'égard des femmes en ce qui concerne l'âge minimum du mariage. Il devrait également modifier sa législation de façon à garantir que l'âge minimum du mariage soit conforme aux normes internationales.**

Danger public exceptionnel

17. Le Comité rappelle que l'interprétation faite par l'État partie des circonstances dans lesquelles l'état d'urgence peut être proclamé ou qui justifient d'une autre manière une restriction des droits, en vertu de l'article 23 de la Constitution, est trop large (voir

CCPR/CO/80/SUR, par. 9). Il note également avec préoccupation que la loi ne précise pas les droits qui ne peuvent être limités ou dont l'exercice ne peut être suspendu en aucune circonstance (art. 4).

18. **L'État partie devrait faire le nécessaire pour garantir que les droits ne soient limités que conformément au Pacte, notamment s'agissant des critères de la menace exceptionnelle, de la proportionnalité et de la non-discrimination ainsi que de l'intangibilité des droits fondamentaux visés à l'article 4. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur son observation générale n° 29 (2001), dans laquelle il s'intéresse à la question des dérogations temporaires aux obligations des États parties en période d'état d'urgence.**

Peine capitale

19. Le Comité accueille avec satisfaction la suppression, le 13 avril 2015, de la peine de mort dans le Code pénal mais il regrette que le Code pénal militaire n'ait pas encore été modifié dans le même sens (art. 6).

20. **L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour abolir la peine capitale en matière militaire. Le Comité engage l'État partie à envisager de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.**

Impunité pour les violations des droits de l'homme commises dans le passé

21. Le Comité note avec préoccupation qu'en avril 2012, l'Assemblée nationale a adopté un amendement à la loi d'amnistie de 1992, qui prolonge la période visée par l'amnistie, celle-ci s'étendant désormais d'avril 1980 à août 1992. Il est également préoccupé par le fait que l'État partie s'appuie sur cet amendement et sur l'absence de cour constitutionnelle, celle-ci n'ayant toujours pas été créée, afin de suspendre, en dépit des constatations adoptées par le Comité dans l'affaire *Baboeram-Adhin et consorts*, les poursuites ouvertes contre le Président, Désiré Bouterse, et 24 autres personnes accusées d'avoir exécuté sommairement 15 opposants politiques en décembre 1982. De plus, le massacre de Moiwana en 1986 et d'autres violations graves des droits de l'homme qui ont été commises sous le régime militaire de facto sont toujours impunis. Enfin, le Comité note avec préoccupation que la délégation a reconnu que certaines des personnes qui avaient assisté au massacre de Moiwana hésitaient à témoigner (art. 6 et 7).

22. **Rappelant sa recommandation précédente (voir CCPR/CO/80/SUR, par. 7), le Comité engage l'État partie à abroger la loi d'amnistie. L'État partie devrait également respecter sans délai le droit international des droits de l'homme qui exige que les responsables de violations graves des droits de l'homme rendent compte de leurs actes et que les États les traduisent en justice, y compris en menant à bonne fin les procédures pénales en souffrance. Le Comité appelle à ce sujet l'attention sur son observation générale n° 31 (2004) relative à la nature de l'obligation juridique générale imposée aux États parties au Pacte, en particulier sur son paragraphe 18, dans lequel il affirme que les États parties ne peuvent pas exonérer de leur responsabilité personnelle les auteurs d'actes tels que la torture, les exécutions arbitraires ou extrajudiciaires et les disparitions forcées. L'État partie devrait également assurer une protection effective des témoins et faire procéder à des enquêtes diligentes dans tous les cas où des actes d'intimidation visant des témoins sont soupçonnés.**

Interdiction de la torture et des mauvais traitements

23. Le Comité relève avec préoccupation que la législation pénale de l'État partie ne garantit pas de façon adéquate que les actes visés par la définition de la torture internationalement acceptée soient intégralement constitutifs d'une infraction pénale. Il note également avec préoccupation qu'il n'existe pas d'autorité indépendante chargée d'examiner les plaintes dénonçant de tels actes, ni de dispositif efficace de prévention de la torture (art. 7).

24. **L'État partie devrait introduire dans le Code pénal une définition de la torture qui soit entièrement conforme à l'article 7 du Pacte et à d'autres normes internationales. Il devrait également mettre en place un dispositif indépendant d'examen des plaintes chargé d'enquêter sur toutes les allégations et plaintes dénonçant des faits de torture et de mauvais traitements. L'État partie devrait en outre faire en sorte que les personnes soupçonnées d'avoir commis de tels actes soient poursuivies et que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate. Le Comité engage l'État partie à envisager d'adhérer à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et au Protocole facultatif s'y rapportant.**

Violence sexiste

25. Le Comité donne acte à l'État partie des efforts qu'il déploie pour combattre la violence à l'égard des femmes, y compris la violence au foyer, mais il regrette de n'avoir reçu aucune information sur les sanctions prononcées contre les auteurs d'actes de violence et sur les moyens de recours offerts aux victimes (art. 3 et 7).

26. **L'État partie devrait faire en sorte que les cas de violence sexiste fassent l'objet d'enquêtes approfondies, que les responsables soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des peines appropriées, et que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate. Il devrait aussi organiser une formation obligatoire à l'intention des membres des forces de l'ordre et de la magistrature, des procureurs et des travailleurs sociaux sur l'instruction des affaires de violence à l'égard des femmes, et faciliter l'accès des victimes à la justice.**

Arrestations arbitraires de lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués et mauvais traitements

27. Le Comité reconnaît l'action menée par l'État partie pour promouvoir la tolérance à l'égard de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués, mais est préoccupé par les informations faisant état de détentions arbitraires et de mauvais traitements de ces personnes, en particulier de femmes transgenres, imputés à des membres des forces de sécurité. Il regrette que l'État partie n'ait donné aucun renseignement sur les jugements et les sanctions pénales et disciplinaires prononcés contre les responsables (art. 7 et 9).

28. **L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour faire cesser les arrestations arbitraires de lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués. Tous les cas de mauvais traitements devraient être l'objet d'une enquête et, si les faits sont établis, les responsables doivent être poursuivis et dûment punis.**

Traite des êtres humains

29. Le Comité note les efforts de l'État partie pour lutter contre la traite des personnes, notamment par la coopération internationale, mais il relève avec préoccupation que les victimes ont des difficultés à obtenir l'accès à une protection effective, à des refuges et à une réparation (art. 8).

30. **L'État partie devrait assurer aux victimes une protection et une réparation adéquates, y compris une indemnisation et des moyens de réadaptation. Il devrait dégager des ressources pour la création et le fonctionnement de refuges destinés aux victimes de traite.**

Contrôle judiciaire de la détention

31. Le Comité relève avec préoccupation que, d'après les renseignements donnés par la délégation, une personne arrêtée ou placée en détention pour une infraction pénale peut être gardée à vue pendant trois ou quatre jours avant d'être présentée à un procureur, qui peut décider de prolonger la détention pour une nouvelle période sans examen judiciaire (art. 9).

32. **L'État partie devrait adopter un texte législatif qui dispose que toute personne arrêtée ou placée en détention pour une infraction pénale doit être présentée à un juge dans les quarante-huit heures. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur son observation générale n° 35 (2014) relative à la liberté et à la sécurité de la personne, en particulier sur le paragraphe 33, dans lequel il estime que quarante-huit heures suffisent généralement à transférer l'individu et à préparer l'audition judiciaire. Un délai particulièrement strict, de vingt-quatre heures par exemple, devrait être appliqué dans le cas des mineurs. De plus, un procureur ne peut pas être considéré comme une autorité habilitée à exercer des fonctions judiciaires au sens de l'article 9 3) du Pacte (voir le paragraphe 32 de l'observation générale).**

Accès à un conseil

33. Le Comité constate que les dispositions régissant la communication entre les avocats de la défense et les détenus ne sont pas claires ni uniformes et note avec préoccupation que ces communications peuvent être limitées sans justification. Il est également préoccupé par le fait qu'une détention au secret de huit jours, sans l'assistance d'un conseil, peut être ordonnée par le procureur ou le tribunal « dans l'intérêt de l'enquête en cours », notamment dans les affaires de trafic de stupéfiants ou de terrorisme. Le Comité note aussi avec préoccupation l'insuffisance des services d'aide juridictionnelle assurés aux personnes à faible revenu (art. 14).

34. **L'État partie devrait établir un cadre juridique uniforme applicable à tous les lieux de détention et garantir et faciliter l'accès à un conseil pour les détenus inculpés d'une infraction pénale, dès le début de la détention, compte dûment tenu de l'article 14 et de l'observation générale n° 32 (2007) du Comité sur le droit et l'égalité devant les tribunaux et cours de justice et à un procès équitable (par. 10, 23, 32, 34 et 38).**

Conditions de détention

35. Le Comité constate les efforts réalisés par l'État partie pour améliorer les conditions de vie dans les centres de détention mais il est toujours préoccupé par les mauvaises conditions de détention, principalement la surpopulation et l'hygiène insuffisante, qui sont signalées dans les postes de police et d'autres lieux de détention provisoire. Le Comité prend note des assurances de la délégation qui a affirmé que les mineurs n'étaient jamais détenus dans les mêmes lieux que les adultes, bien que d'autres sources affirment le contraire (art. 10).

36. **L'État partie devrait prendre des mesures efficaces pour que les conditions de détention soient propres à respecter la dignité des prisonniers, conformément à l'article 10 du Pacte, notamment en appliquant des mesures non privatives de liberté. Il devrait veiller strictement à ce que les mineurs soient séparés des adultes dans tous les lieux de détention.**

Établissements psychiatriques

37. Le Comité note l'adoption du plan de travail sur la santé mentale 2015-2017, mais regrette de n'avoir pas reçu de renseignements suffisants sur les soins psychiatriques sans consentement et sur l'utilisation d'autres formes de traitement (art. 9).

38. **L'État partie devrait revoir ses lois et sa pratique dans le domaine de la santé mentale de façon à éviter la privation de liberté arbitraire, conformément à l'article 9 du Pacte et à l'observation générale n° 35 du Comité (par. 19).**

Administration de la justice

39. Le Comité note avec préoccupation les nombreuses déficiences du système judiciaire, en particulier le nombre insuffisant de juges et de procureurs, l'arriéré judiciaire et le manque d'indépendance apparent de la justice, qui compromettent le respect des garanties d'un procès équitable. Il note que la délégation a reconnu que la rémunération des juges était estimée insuffisante et qu'un nouveau règlement prévoyait de l'augmenter (art. 14).

40. **L'État partie devrait allouer au système judiciaire les ressources humaines et financières nécessaires pour qu'il puisse fonctionner efficacement. En particulier, il devrait recruter et former des juges et des procureurs en nombre suffisant pour garantir la bonne administration de la justice et le respect des garanties d'un procès équitable dans tout le pays. Il devrait également prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance de la justice, notamment assurer une rémunération correcte des juges.**

Liberté d'expression

41. Le Comité est toujours préoccupé par les informations faisant état d'actes d'intimidation et de harcèlement visant des militants des droits de l'homme et des journalistes. Il s'inquiète également de ce que la diffamation est toujours une infraction pénale emportant une peine privative de liberté, ce qui peut dissuader les médias de publier des informations critiques sur des questions d'intérêt général (art. 7 et 19).

42. **L'État partie devrait :**

a) **Prendre les mesures nécessaires pour éviter que l'effritement de la liberté d'expression ne continue, en particulier pour prévenir les menaces et les actes de harcèlement dont les militants des droits de l'homme et les journalistes sont la cible, et veiller à ce que les affaires de ce type fassent sans délai l'objet d'enquêtes et que des actions appropriées soient engagées contre les responsables ;**

b) **Envisager de dépenaliser la diffamation, veiller à ce que la diffamation ne soit pas punie d'une privation de liberté et rendre toutes les autres dispositions du Code pénal relatives à cette question conformes à l'article 19 du Pacte, selon l'interprétation de l'observation générale n° 34 (2011) sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression.**

Enregistrement des naissances

43. Le Comité s'inquiète de ce que, fréquemment, les enfants nés de parents migrants en situation irrégulière ne sont pas enregistrés à la naissance parce que les parents craignent d'être arrêtés ou expulsés, ce qui les expose au risque d'apatridie et entrave leur accès à des services sociaux essentiels comme les soins de santé et l'éducation (art. 24).

44. **L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour que l'enregistrement à l'état civil ne pose plus de difficultés et garantir que tous les enfants nés sur son territoire soient enregistrés et qu'un acte de naissance officiel leur soit délivré. Il**

devrait aussi mener à bien des campagnes visant à faire prendre conscience de l'importance de l'enregistrement à la naissance de tous les enfants, y compris des enfants nés de parents migrants en situation irrégulière.

Châtiments corporels

45. Le Comité relève que, même s'ils sont interdits expressément dans le système pénal, les châtiments corporels continuent d'être courants et acceptés dans la société (art. 7 et 24).

46. **L'État partie devrait prendre des mesures concrètes, y compris en légiférant, si nécessaire, pour mettre fin à la pratique des châtiments corporels sur les enfants dans tous les contextes. Il devrait encourager l'utilisation de formes non violentes de discipline et lancer des campagnes d'information pour faire mieux comprendre les effets préjudiciables de cette pratique.**

Droits des personnes appartenant à des minorités

47. Le Comité est préoccupé par le fait que les peuples autochtones et tribaux ne sont pas suffisamment consultés dans les processus de décisions sur des questions qui intéressent leurs communautés. À ce sujet, des concessions et des licences d'exploitation sur les terres qu'ils revendiquent continuent d'être accordées à des fins d'extraction, notamment d'opérations minières, et l'exécution de projets de mise en valeur de grande envergure se poursuit, sans que les communautés autochtones soient consultées (art. 27).

48. **L'État partie devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour faire participer par un mécanisme de consultation sérieux et efficace les peuples autochtones et tribaux à la prise de décisions dans tous les domaines qui ont une incidence sur leurs droits.**

D. Diffusion d'une information concernant le Pacte

49. **L'État partie devrait diffuser largement le texte du Pacte et du premier Protocole facultatif s'y rapportant, le texte de son troisième rapport périodique, des réponses écrites à la liste de points établie par le Comité et des présentes observations finales auprès des autorités judiciaires, législatives et administratives, de la société civile et des organisations non gouvernementales présentes dans le pays, ainsi qu'auprès du grand public.**

50. Conformément au paragraphe 5 de l'article 71 du règlement intérieur du Comité, l'État partie est prié de faire parvenir, dans un délai d'un an à compter de l'adoption des présentes observations finales, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 10 (institutions nationales des droits de l'homme), 22 (impunité pour les violations des droits de l'homme commises dans le passé) et 32 (contrôle judiciaire de la détention).

51. Le Comité demande à l'État partie de lui faire parvenir son prochain rapport périodique d'ici au 6 novembre 2020, et d'y faire figurer des renseignements précis et à jour sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations formulées dans les présentes observations finales et sur l'application du Pacte dans son ensemble. Le Comité demande en outre à l'État partie, lorsqu'il établira le rapport, d'organiser de vastes consultations avec la société civile et les organisations non gouvernementales présentes dans le pays. Conformément à la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, ce rapport ne devra pas compter plus de 21 200 mots.